



Christian TAXIL
Secrétaire général

Commission de Régulation de l'Énergie
Monsieur Philippe de LADOUCETTE
Président
15, rue Pasquier
75379 PARIS Cedex 08

Paris, le 16 mai 2013

Objet : Consultation : projet de déploiement du système de comptage évolué de GrDF

Monsieur,

La Commission de Régulation de l'Énergie a publié le 17 avril dernier une seconde consultation publique sur le projet de déploiement du système de comptage évolué de GrDF.

Première organisation syndicale de l'encadrement dans la branche des Industries électriques et gazières, la CFE-CGC Énergies souhaite vous faire part de plusieurs observations notamment sur :

Question N°1 :

La CFE-CGC Énergies est favorable aux modalités proposées par GrDF dans ce scénario. La période envisagée est pertinente dans la mesure où le volume de compteurs à poser est conséquent. La mise en œuvre sera fortement dépendante également de la réactivité dans la pose par les entreprises sous-traitantes.

Question N°2 :

La CFE-CGC Énergies pense que la coordination entre les deux projets, Gazpar et Linky, sera difficile à mettre en œuvre pour deux raisons : d'une part, la décision des pouvoirs publics sur leur déploiement ne sera pas coordonnée, et, d'autre part, les deux projets ne sont pas au même niveau de maturité.

Pour autant, le fait de jumeler la pose de leurs compteurs constitue un enjeu d'importance pour les deux distributeurs, tant sur le plan financier (réduction des coûts de pose) que pour l'impact auprès des clients (une seule intervention sur leur installation).

Question N°3 :

Sur le gain en termes de maîtrise de la demande d'énergie (MDE), la CFE-CGC Énergies partage l'approche de GrDF, du moins pour les premières années de la mise en place. Apprendre à maîtriser leur facture énergétique demandera du temps aux clients qui devront se familiariser à l'exploitation des données que le gestionnaire de réseau ou le fournisseur mettra à leur disposition. Plus ces données seront simples et exploitables, plus la MDE pourra être importante.

**Question N°4 :**

Sur le résultat de la consultation publique pour l'obtention des marchés, la CFE-CGC Énergies pense que le résultat de l'appel d'offres ne doit pas être un frein au déploiement du compteur. Rappelons simplement que le compteur communicant est le premier maillon de toute la chaîne de la transition énergétique souhaitée par la France. Sans cet outil, la gestion de l'énergie par les clients et les gestionnaires de réseaux s'écroule.

Question N°5 :

C'est en ayant une connaissance plus précise des consommations journalières que GrDF pourra gérer au mieux la capacité de transit de son réseau de distribution et les injections de gaz « vert » dans son réseau. Par ailleurs, le calcul des pertes diverses sera plus précis et permettra à GrDF de travailler plus efficacement à la réduction de ces pertes.

Questions N°6 à 12 :

Comme l'intégralité des coûts encourus par un opérateur de distribution efficace, les coûts associés au projet Gazpar doivent être traités selon des principes analogues à ceux régissant le modèle économique général de GrDF au sein d'une régulation pluriannuelle et incitative. Toutefois, compte tenu du caractère très spécifique de ce projet, facilement individualisable et dont le niveau de risque est certainement plus élevé que l'activité globale d'acheminement, nous considérons que la demande de GrDF relative à l'augmentation de 300 points de base pour le taux de rémunération de ces nouveaux actifs s'avère totalement justifiée.

L'instauration d'un système de bonus-malus venant tempérer cette hausse de rémunération génère cependant une complexité artificielle qui induit par ailleurs un manque de visibilité financière à plus ou moins long terme. En tout état de cause, le taux final de rémunération ne saurait être, in fine, inférieur au taux pratiqué sur l'ensemble des autres actifs financés par GrDF. De même, une dérive non imputable à l'opérateur de réseau dans le calendrier de déploiement ne peut engendrer de malus. .

Les coûts d'exploitation doivent être traités comme tous les autres coûts de même nature, à savoir par une intégration totale, exhaustive et sans marge dans le revenu autorisé d'un distributeur considéré comme efficace.

En outre, l'ensemble des coûts échoués provenant d'une absence de déploiement pour une raison non imputable à GrDF ou d'un retrait anticipé des anciens compteurs dans le cadre d'un déploiement effectif, doit pouvoir être indemnisé selon une méthode économique de maintien, dans la BAR, de la valeur nette économique (et non comptable) de ces actifs. Une valorisation des coûts échoués à la VNC constituerait une pénalisation infondée de l'acteur qui a financé ces actifs.

De même, une réévaluation annuelle des actifs des SI nous paraît cohérente avec les principes de calcul des charges normatives de capital relatives à l'ensemble des actifs du projet.

Nous sommes favorables à un système financier incitatif lié à la lecture d'indices représentatifs de la qualité de service et de la performance, sous réserve que la mise en place de ces nouveaux indices ne perturbe pas la montée en puissance et l'exploitation des SI.

Vous souhaitant bonne réception de la présente et restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.